

## **2<sup>ème</sup> Consultation régionale en préparation à la Journée régionale Moyen-Orient et Méditerranée du 3WWF**

**Le Caire, Egypte, 14-15 octobre 2002**

### **Procès-verbal préliminaire**

#### **Antécédents**

Suite à la décision du Sommet économique régional qui s'est tenu à Amman en octobre 1995 pour traiter de la pénurie généralisée d'eau dans la région MNA et son impact sur le développement économique, l'Initiative régionale sur l'eau (RWI) a été lancée en vue de faciliter les réformes axées sur la politique de l'eau dans les pays de la région grâce (i) au partage du savoir et de l'expérience, (ii) à l'appui aux études analytiques et sectorielles, et (iii) à l'établissement et au renforcement de partenariats. Deux séminaires sur les réformes de politique en matière de gestion des ressources en eau ont été organisés en 1998 et 1999, suivis par une série d'ateliers consacrés à la gestion des eaux souterraines (à Sanaa, Yémen) et à la réutilisation des eaux usées (au Caire, Egypte) en 2000 et 2001 respectivement.

Récemment la RWI a établi un partenariat avec le Secrétariat du 3<sup>ème</sup> Forum mondial sur l'eau (3WWF) en vue d'aider les pays de la région à préparer la Journée régionale du 3WWF en mars 2003 (Japon), qui sera entièrement dédiée à la problématique et aux défis que confrontent les pays membres dans la gestion de leurs ressources en eau. La Direction suisse du développement et de la coopération a également décidé de contribuer à la préparation du 3WWF en s'alignant sur la RWI. La Journée régionale de Kyoto offre une occasion de communiquer au reste du monde les principaux défis hydriques de la région et les solutions proposées pour les relever. Des activités spécifiquement liées à la préparation du 3WWF sont actuellement en cours, notamment des études analytiques et diagnostiques, des conférences virtuelles sur des thèmes d'un intérêt commun aux pays de la région et des dialogues régionaux.

Les objectifs de la Journée régionale sont les suivants :

- i. Examiner et discuter des problèmes régionaux clés en matière d'eau sur la base de diverses études et activités réalisées au cours de la période 2002-2003 dans le cadre de l'initiative RWI afin d'encourager la réforme de politique ;
- ii. Mettre en place un mécanisme plus dynamique de partage de l'information et du savoir entre les pays de la région et les partenaires régionaux actifs du secteur ;
- iii. Préparer une Déclaration régionale à soumettre à la Conférence ministérielle lors du Forum ; et
- iv. Préparer des actions et stratégies régionales visant à remédier aux problèmes hydriques communs de la région et coordonner les stratégies d'assistance des bailleurs de fonds sous la forme d'un Plan d'action régional.

## Consultation en Espagne

La Consultation régionale qui a eu lieu en Espagne en juin 2002 a été la première réunion organisée dans le cadre du Programme de partenariat entre l'Initiative régionale sur l'eau pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et le Secrétariat du 3WWF. Des représentants de 10 pays de la région—Algérie, Arabie saoudite, Egypte, Iran, Jordanie, Koweït, Maroc, Syrie et Yémen—ont participé à la réunion ainsi que des représentants de la Banque islamique de développement (BID), du *Global Water Partnership-Mediterranean* (GWP-Med) et du Conseil mondial de l'eau (CME). La consultation a été l'occasion de présenter les conclusions préliminaires de certaines activités analytiques du RWI, notamment la gestion durable des eaux souterraines et les partenariats public-privé en irrigation et gestion des ressources en eau, et de recueillir les commentaires des pays. Les activités préparatoires au 3WWF, y compris les thèmes prioritaires à aborder dans le cadre de la Journée régionale, ont également été discutés. Les délégués nationaux ont convenu d'un ensemble de thèmes prioritaires sur la gestion des ressources en eau dans la région pour présentation lors du forum. Il s'agit des thèmes suivants : (1) gestion durable des eaux souterraines et des aquifères ; (2) partenariats public-privé en irrigation et gestion des ressources en eau ; (3) utilisation de l'eau non-conventionnelle ; et (4) eau, politiques agricoles et sécurité alimentaire.

Au cours de la consultation en Espagne, les participants ont convenu qu'une réunion de suivi s'imposait pour aider les pays de la région MNA à préparer le 3WWF et organiser des sessions au sein du Programme de partenariat MNA RWI / 3WWF.

En juillet, le Secrétariat du 3WWF a demandé à la Banque de se charger de l'organisation d'une Journée régionale consacrée à la région du Moyen-Orient et de la Méditerranée, Afrique du Nord compris. La Banque a accepté ce rôle et se chargera donc d'organiser une Journée régionale Moyen-Orient et Méditerranée structurée autour des problèmes hydriques communs aux pays de la région et discuter de mesures concrètes en coopération avec les pays et organisations partenaires, telles que le PNUD/CRDI et le GWP-MED.

La Journée régionale consacrée à la région du Moyen-Orient et de la Méditerranée aura lieu le 20 mars 2003 dans le cadre du 3<sup>ème</sup> Forum mondial sur l'eau (3WWF).

## Consultation du Caire

La 2<sup>ème</sup> Consultation régionale s'est déroulée au Caire, Egypte, les 14 et 15 octobre 2002 pour finaliser l'ordre du jour préliminaire de la Journée régionale Moyen-Orient et Méditerranée du 3WWF. Des représentants de 11 pays de la région et de 18 organisations et agences internationales et régionales ont pris part à l'évènement. La consultation a directement suivi la *Première conférence régionale sur les perspectives arabes de coopération, les défis, les contraintes et les opportunités en matière d'eau* (12-14 octobre 2002) organisée par le Centre national de recherche sur l'eau (NWRC) sous le patronage du Ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation, le Caire, Egypte. Les délégués nationaux ont participé à la Conférence arabe sur l'eau avant de prendre part à la Consultation régionale du 3WWF.

Les objectifs de la consultation du Caire se sont situés à trois niveaux :

- i. Discuter le planning du 3WWF et l'ordre du jour de la Journée régionale Moyen-Orient et Méditerranée, et notamment les actions communes avec d'autres organisations partenaires ainsi que la préparation d'une version préliminaire de déclaration régionale ;

- ii. Présenter les conclusions préliminaires de l'étude sur l'Eau, les Politiques agricoles, et la Sécurité alimentaire réalisée dans le contexte du RWI et recueillir les commentaires des délégués nationaux ; et
- iii. Présenter les objectifs et la portée de l'étude en cours sur les options de dessalement dans la région.

Les participants ont été invités à élaborer sur le contenu de fond de l'ordre du jour et le format de la Journée régionale, tenant compte des restrictions d'espace et de temps imposées par le Secrétariat du 3WWF, de la manière suivante :

1. Matinée : Session d'ouverture (limitée à 2 heures, avec salle de conférence d'une capacité d'accueil de 600 personnes maximum)
2. Première session de l'après-midi : Sessions thématiques simultanées (mise à disposition de trois salles de conférence, pour une durée de 2 heures et 45 minutes chacune, avec capacité d'accueil de 110, 100 et 60 personnes respectivement)
3. Deuxième session de l'après-midi : Session de clôture (limitée à une heure et demie, avec salle de conférence d'une capacité d'accueil de 600 personnes maximum)

Toutes les sessions thématiques devaient se tenir simultanément et éventuellement être décomposées en sessions secondaires le cas échéant. Un ordre du jour provisoire d'une page, couvrant les recommandations de la Consultation, se trouve en Annexe 1.

#### **A. Cérémonie d'ouverture**

La discussion a porté sur les moyens d'attirer un nombre maximum de personnes à la cérémonie d'ouverture et notamment des représentants de haut niveau dans une optique de visibilité et impact optimal, à savoir des Chefs d'Etat, dignitaires et présidents d'organisations internationales.

S.E. Dr. Abu-Zeid, Ministre de l'Eau et de l'Irrigation, Egypte, et S.E. Dr. Al-Nasser, Ministre de l'Eau et de l'Irrigation, Jordanie, ont fait part de leur appui résolu ainsi que de leur intérêt à assumer un rôle d'encadrement lors de la Journée régionale.

Tous les participants ont reconnu qu'il est important de sélectionner des personnalités fermement décidées à procéder aux réformes des ressources en eau dans la région, dotées de qualités charismatiques et d'encadrement, et en mesure d'articuler sans ambiguïté l'analyse raisonnée et les interactions entre les différentes sessions thématiques. En outre, les délégués ont réitéré la nécessité d'assurer des services de traduction dans les trois principales langues régionales (arabe, anglais et français). Le Secrétariat du 3WWF a confirmé que ces services ne seront disponibles que pour les cérémonies d'ouverture et de clôture.

#### **B. Sessions thématiques**

A la suite à d'intenses discussions, les délégués participants ont convenu de quatre grandes sessions thématiques, certains pays et organisations partenaires proposant de se charger de concert de l'organisation de chacune d'entre elles. Quoique le thème du Partage des ressources internationales en eau ait été un des thèmes proposés, il a été décidé de l'intégrer à celui de la Gestion des eaux souterraines et des aquifères vu les contraintes de temps et l'absence d'un pays-champion. Les quatre sessions couvrent notamment les thèmes suivants :

i. **Eau, politiques agricoles et sécurité alimentaire (2 heures et 45 minutes)**

La session se déroulera sous l'encadrement de l'Egypte et du Maroc. L'ICARDA, le CME et la Banque mondiale ont proposé leur participation en tant qu'organisations de soutien assurant le conseil spécialisé et l'appui technique. La session visera à traiter des aspects clés des politiques agricoles, de la sécurité alimentaire et de l'eau ainsi que d'autres aspects étroitement liés à la discussion, et notamment la pauvreté, la vulnérabilité, et la productivité. Quatre études de cas seront présentées et une période de temps sera réservée à la discussion avec le grand public. Les études de cas présentées seront menées dans le cadre de l'Initiative RWI de la Banque mondiale. Les pays organisateurs et les agences de soutien ont été chargés de la sélection des principaux conférenciers ainsi que du modérateur et du président. Les délégués ont discuté diverses options, et notamment un représentant de la Ligue arabe et le Président de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires soit en qualité de modérateurs ou de conférenciers.

ii. **Gestion des eaux souterraines et des aquifères dans le cadre intégré des ressources en eau (1 heure et 15 minutes)**

Les délégués ont proposé de répartir la période de temps consacrée à une session, à savoir 2 heures et 45 minutes, en deux sous-sessions. La session consacrée à la gestion des eaux souterraines et des aquifères sera d'une durée d'environ une heure et 15 minutes et se déroulera sous l'encadrement d'Oman. Le CEDARE, l'OSS et la Banque mondiale ont proposé d'agir en tant qu'organisations de soutien. Les délégués ont convenu que la session ne comporterait pas de présentation technique mais qu'elle couvrirait les défis, actions et recommandations liés à l'utilisation de l'eau souterraine dans la région dans le contexte du cadre intégré de gestion des ressources en eau. Ils ont également décidé que d'ici la mi-novembre les conférenciers auront été identifiés et que d'ici la fin janvier un plan d'action aura été préparé.

iii. **Réformes institutionnelles et partenariats public-privé (1 heure et 30 minutes)**

Les délégués ont convenu que l'autre session secondaire d'une heure et demie, sous l'encadrement de la Jordanie et avec l'appui du PNUD/CRDI, du GWP-MED et de la Banque mondiale, serait consacrée aux réformes institutionnelles et partenariats public-privé. En ce qui concerne le format, les délégués ont convenu que la session comporterait une introduction, une présentation générale par le GWP-MED, et une présentation sur les partenariats public-privé par le PNUD/CRDI, suivi par une discussion des études de cas soumises par l'Italie, le Maroc et la Jordanie. Le PNUD/CRDI a proposé son appui, dans les mois à venir, pour l'organisation d'une réunion de suivi spécifique à cette session.

iv. **Gestion des ressources en eau non-conventionnelle (2 heures et 45 minutes)**

Enfin, la session consacrée à la gestion des ressources en eau non-conventionnelle couvrira les thèmes secondaires suivants : dessalement, utilisation de l'eau saline dans l'agriculture irriguée et réutilisation des eaux usées épurées. Le Koweït et l'Algérie assureront l'encadrement et la Banque mondiale, le Centre international pour l'agriculture biosaline (ICBA) et la BID assureront le soutien global.

Les participants ont convenu de réserver environ 55 minutes aux deux premiers thèmes et 40 minutes au thème final. Chaque session thématique comportera une présentation

générale avec études de cas, suivie par un panel de discussion, une période de questions et réponses, et des recommandations finales pour la session de clôture. Aucune étude de cas ne sera toutefois présentée au cours de la présentation sur la réutilisation des eaux usées.

Au cours des discussions, les délégués ont suggéré les noms de personnalités pour agir en qualité de conférenciers et de modérateurs : Ismael Serageldin et/ou Asit Biswas en tant que modérateurs et Akisa Bahri en tant qu'intervenant sur le thème de la réutilisation des eaux usées épurées. Ils ont également suggéré un délégué de l'ICBA/BID en qualité de conférencier principal pour la session secondaire consacrée à l'utilisation de l'eau saline dans l'agriculture irriguée. La Banque mondiale a recruté les services d'un conférencier sur le thème du dessalement (DHV-se référer à l'Annexe 3) et une étude de cas sera présentée par le Koweït. Enfin, l'ICBA a annoncé qu'il prendrait en charge les dépenses des trois participants à la session thématique sur l'eau saline et a accepté d'agir en tant que point focal pour l'ensemble de la session thématique.

La Banque mondiale, en étroite coopération avec les pays et partenaires participants, finalisera le format et le contenu de chaque session et transmettra, d'ici la fin décembre, l'ordre du jour de la Journée régionale au Secrétariat du 3WWF. Enfin, chaque groupe identifiera les conférenciers, le modérateur et le président des sessions respectives.

### **C. Session de clôture**

Compte tenu des contraintes de temps, les discussions concernant les modalités de la cérémonie de clôture ont été limitées. Les participants ont toutefois convenu qu'une personnalité régionale de haut niveau présenterait un ensemble d'actions et de recommandations dérivées de chaque session thématique, qui serviront à réviser le projet de déclaration régionale. Un événement culturel caractéristique de la région clôturera la session finale.

### **D. Déclaration régionale**

Les participants ont discuté le contenu de la Déclaration régionale et ont convenu que le document contiendrait une brève section sur l'importance de l'eau, sa rareté et ses impacts, ainsi que sur les défis techniques, financiers, sociaux et environnementaux auxquels font face les pays membres. En outre, la déclaration abordera les dimensions politiques et institutionnelles de la gestion des ressources en eau et suggérera des actions à entreprendre au niveau national et régional.

Afin d'aller de l'avant, la Banque mondiale rédigera un document préliminaire d'une page, tel que demandé par le Secrétariat du 3WWF, et sollicitera des apports des pays participants avant de soumettre le document au Secrétariat en janvier 2003. L'objectif visé est de proposer un cadre général de référence pour chaque session thématique de la Journée régionale. Le document sera révisé après la cérémonie de clôture de la Journée régionale, incorporera les recommandations finales des actions à entreprendre, et sera ensuite présenté à la Conférence ministérielle le 22 mars 2003.

### **E. Plan d'action régional**

Dans le contexte du thème principal du 3WWF, à savoir « De la Vision à l'Action », les participants régionaux développeront un Plan d'action régional qui aura l'avantage de présenter un ensemble concret d'actions à entreprendre après le Forum par les pays, en collaboration avec les organisations partenaires.

Au Caire, les délégués participants ont identifié plusieurs sujets à inclure dans le Plan d'action régional et notamment la création d'un Forum régional sur l'eau sous tutelle d'une entité consultative régionale de niveau ministériel. En tant que suivi, la Banque mondiale sollicitera les commentaires des pays participants avant que la version finale ne soit distribuée aux pays et partenaires en janvier 2003.

## **F. Divers**

Les participants sont conscients que d'importants efforts s'imposent pour développer la sensibilisation à la Journée régionale et ont recommandé de disposer de matériel audio-visuel spécifiquement axé sur l'eau dans la région pour dissémination et exposition lors de la Journée régionale (fiches, posters, bulletins, affichage sur site Web, etc.). Ils ont également suggéré d'impliquer les ambassades des pays du Moyen-Orient et de la Méditerranée basées au Japon à l'appui de l'organisation d'événements culturels lors des cérémonies d'ouverture et de clôture.

## **G. Conclusion : Aller de l'avant**

Sur la base des discussions du Caire, et en consultation avec les pays et organisations partenaires chefs de file, la Banque mondiale se chargera de la préparation d'un document de synthèse (environ 10 à 15 pages) pour chaque session thématique en vue de finaliser le contenu et le format des exposés et du matériel à présenter.

Un calendrier des activités se trouve ci-joint en Annexe 4, qui récapitule les diverses actions à entreprendre entre novembre 2000 et mars 2003 en préparation à la Journée régionale.

**Annexe 1 : Ordre du jour préliminaire de la Journée régionale Moyen-Orient et Méditerranée, 20 mars 2003, Kyoto, Japon**

	<b>Prince Hall (capacité maximale de 600 personnes)</b>	<b>Salle Takasago (capacité maximale de 110 personnes)</b>	<b>Salle Suehiro (capacité maximale de 100 personnes)</b>	<b>Salle Hiei (capacité maximale de 60 personnes)</b>
<b>Matinée (2 heures)</b>	<i>Cérémonie d'ouverture</i>			
<b>Première session de l'après-midi (2 heures et 45 minutes)</b>		<i>Politiques agricoles, Sécurité alimentaire et Eau*</i>	<i>Utilisation de l'eau non- conventionnelle*</i>	<i>Gestion des ressources en eaux souterraines et des aquifères* (1 heure 15 minutes)</i>
				<i>Réformes institutionnelles et partenariats public-privé* (1 heure 30 minutes)</i>
<b>Deuxième session de l'après-midi (1 heure et 30 minutes)</b>	<i>Session de clôture</i>			

\*Note : l'attribution des salles pour chaque session thématique n'a pas encore été fermement arrêtée.

## **Annexe 2 : Eau, Sécurité alimentaire, et Politique agricole dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord**

### **Rapport récapitulatif**

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MNA) est l'une des régions au monde à plus forte pénurie d'eau, avec une moyenne régionale de 1.200 mètres cubes par personne (la moyenne mondiale étant proche de 7.000). En 2025, avec la croissance démographique, la moyenne régionale d'eau disponible est projetée à juste au dessus de 500 mètres cubes par personne par an.

L'agriculture est de loin le principal secteur dans la région. L'agriculture irriguée s'inscrit pour environ 90 pour cent des ressources en eau disponibles de la région et représente environ entre 5 et 20 pour cent du PIB, selon le pays.

La situation de pénurie d'eau affecte de plus en plus le développement économique et social de la majorité des pays de la région. Compte tenu de la rapide urbanisation de la région, l'usage de l'eau à des fins municipales et industrielles devrait augmenter de manière significative. Dès lors, les affectations d'eau au secteur agricole devront inévitablement être réduites. Les réformes institutionnelles seront donc essentielles pour atteindre l'objectif des réaffectations sectorielles.

Au niveau mondial, le phénomène de libéralisation du commerce mondial est à l'origine d'une hausse des cours mondiaux pour les produits céréaliers et animaux par rapport aux fruits, légumes, huiles, etc. Les conséquences pour les pays de la région sont notamment une hausse importante de l'enveloppe alimentaire et des taux de dépendance supérieurs aux marchés alimentaires internationaux pour garantir la sécurité alimentaire. Les pays de la région MNA sont donc confrontés au défi d'accroître leurs exportations agricoles pour compenser la hausse des importations alimentaires.

Au nombre des actions proposées pour développer la productivité agricole dans un contexte de pénurie d'eau et de libéralisation du commerce mondial, on peut citer les suivantes :

- Encourager des pratiques et technologie agricoles modernes afin d'accroître la valeur des cultures ;
- Encourager les cultures xérophiles et halophiles grâce à la recherche et au développement ;
- Promouvoir l'usage de l'eau non-conventionnelle notamment la réutilisation des eaux usées épurées ou eaux saumâtres en irrigation afin de minimiser les pressions sur l'eau conventionnelle ;
- Renforcer les complémentarités entre l'agriculture irriguée et en sec afin d'alléger la pression sur l'agriculture irriguée ;
- Encourager l'adoption de systèmes d'alerte rapide en cas de sécheresse ; et
- Promouvoir l'établissement de marchés régionaux pour arriver à l'autosuffisance régionale en matière de production alimentaire et pas nécessairement de sécurité alimentaire.

Néanmoins, compte tenu de ses dotations actuelles en ressources et de ses perspectives de croissance, il est du meilleur intérêt pour les pays de la région MNA de faire progresser la libéralisation des marchés dans les pays industrialisés (UE, EUA etc.). Entre-temps, l'absence

d'accès au marché pour les produits agricoles des pays de la région aura des conséquences adverses pour les agriculteurs, en particulier les agriculteurs démunis, qui dépendent largement du secteur agricole pour leur subsistance. Certains revenus compensatoires pour les segments vulnérables de la population seront dès lors nécessaires afin de garantir la sécurité alimentaire dans un contexte de pénurie d'eau, de prix alimentaires plus élevés et de pessimisme à l'exportation.

L'étude réalisée dans le cadre de l'Initiative régionale sur l'eau examinera des cas nationaux sélectionnés, notamment l'Algérie, le Maroc, l'Égypte, la Jordanie, le Yémen et l'Arabie saoudite. Le produit final sera présenté lors d'une session spéciale de la Journée régionale Moyen-Orient et Méditerranée au 3WWF, Kyoto, Japon, du 16 au 23 mars 2003.

## **Annexe 3 : Dessalement au Moyen-Orient, Afrique du Nord et Asie centrale**

### **Rapport récapitulatif**

#### **Le contexte de l'eau dans la Région MNA**

##### 1. Antécédents

Les pays de la région s'intéressent de plus en plus à des options de dessalement en tant que source d'alimentation en eau à usage municipal et industriel pour les raisons suivantes :

1. Augmentation de la demande de l'eau à usage municipal et industriel en raison de la croissance démographique et de l'urbanisation ;
2. L'alimentation intermittente est fréquente ;
3. L'excès de pompage des eaux souterraines et l'intrusion d'eau de mer dans les zones côtières ;
4. Les autres options d'alimentation en eau sont généralement chères (importations par camions citernes ou transferts entre bassins) ou politiquement et techniquement difficiles (redistribution de l'agriculture) ; et
5. Un montant élevé d'eau non comptabilisée.

##### 2. Tendances globales du dessalement

Les coûts du dessalement ont progressivement chuté d'environ 1 \$EU/m<sup>3</sup> à 0,5 \$EU/m<sup>3</sup> pour les grosses stations d'eau de mer. Le secteur privé s'implique de plus en plus dans l'industrie, avec pour conséquence des projets comme les IWPP (Projets indépendants eau & électricité) dans les pays du Golfe (p. ex., Al-Taweelah à Abu Dhabi), et des BOT à Tampa (Floride), Larnaka (Chypre), Ashqelon (Israël) et Singapour (en cours).

Les pays les plus fortement impliqués dans des options de dessalement dans la Région MNA sont les pays du Golfe, où l'eau dessalée représente un pourcentage élevé de l'alimentation en eau à usage municipal et industriel.

Les options de dessalement et d'autres options coûteuses sur le plan de l'alimentation en eau donnent une possibilité d'examiner de près le renforcement des services d'eau, la réduction de l'eau non comptabilisée et d'autres types de gestion de la demande, le cas échéant.

#### **L'étude**

L'étude sur le dessalement est menée dans le cadre de l'Initiative régionale sur l'eau de la région MNA de la Banque mondiale. Elle est financée par le Programme de Partenariat de l'Eau Banque/Pays-Bas et doit être exécutée par DHV Water et BRL Ingénierie. L'étude est coordonnée avec un groupe de pays participants dont l'Algérie, la Jordanie, la Tunisie et l'Ouzbékistan, et elle est appuyée par un Panel consultatif international.

L'objectif de l'étude est d'améliorer la compréhension entre clients de la Banque dans la région MNA et en Asie centrale, ainsi que parmi les cadres de la Banque, concernant les récents changements dans l'industrie du dessalement en mettant l'accent sur les aspects institutionnels, économiques, financiers, environnementaux et sociaux.

Plus spécifiquement, l'étude offrira une évaluation détaillée du dessalement et de son contexte dans le groupe de pays mentionné ci-dessus et aura recours à une approche participative visant à créer des réseaux à l'aide d'ateliers et d'un forum électronique de discussion.

Les résultats escomptés de l'étude reposent sur la réalisation d'une approche du dessalement bien informée, soigneusement planifiée et efficace par rapport au coût dans la région MNA et en Asie centrale, dans le cadre de la gestion intégrée des ressources en eau au bénéfice des usagers et de l'environnement.

Les activités suivantes seront réalisées entre novembre 2002 et octobre 2003.

- décembre 2002 : étude théorique et atelier initial (décembre)
- mars 2003 : visites de terrain et rapport préliminaire suivi de la présentation à la Journée régionale 3WWF
- septembre 2003 : rapport final et ateliers dans la région MNA et en Asie centrale

## **Annexe 4 : Gestion de la qualité de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord**

### **Rapport récapitulatif des activités du METAP**

#### **Antécédents**

Le Programme d'assistance technique pour la protection de l'environnement méditerranéen (METAP) est un programme à multiples bailleurs de fonds lancé en 1990 avec pour objectif de renforcer la capacité des pays membres à remédier aux problèmes environnementaux communs. Le programme est actuellement composé de six partenaires (Banque mondiale, Banque européenne d'investissement, Union européenne, Suisse, Finlande et PNUD) et compte 15 pays membres (Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Egypte, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Slovénie, Syrie, Tunisie, Turquie, Cisjordanie et Gaza). Le Secrétariat du METAP est situé au siège social de la Banque mondiale.

Plus spécifiquement, au cours de la phase la plus récente (2001-2005), la composante renforcement des capacités du METAP axe ses activités sur trois piliers sectoriels : (a) la gestion de l'eau et des eaux usées en mettant l'accent sur la gestion de la qualité de l'eau et la gestion intégrée du littoral, (b) la gestion des déchets solides et dangereux, et (c) les outils de mise en oeuvre de la législation et des mesures de politique axés sur l'évaluation environnementale, l'évaluation du coût de la dégradation environnementale et l'interaction entre le commerce et l'environnement. Deux thèmes interconnectés sont à la base des trois piliers, à savoir (i) le renforcement des capacités au niveau local et (ii) la gestion du savoir.

#### **Pilier du METAP axé sur la gestion de la qualité de l'eau**

L'approche au pilier de gestion de la qualité de l'eau du METAP est similaire à celle de la majorité des activités du METAP. Des consultations nationales ont eu lieu impliquant des missions d'enquête factuelle et des évaluations diagnostiques et de situation avec comme résultats des rapports nationaux pour les huit pays du Mashreq et du Maghreb où les activités doivent être réalisées (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie, et Cisjordanie et Gaza). Une analyse de l'information a été réalisée pour l'identification à la fois des priorités spécifiques à un pays et communes à la région. Sur la base de cette analyse, une stratégie régionale et une proposition de projet ont été développées pour la gestion de la qualité de l'eau. Une composante intégrale de la stratégie est la sélection d'une agence/organisation nationale de l'un des pays qui agira en tant que point d'ancrage et qui deviendrait le centre régional d'expertise dans le domaine de la gestion de la qualité de l'eau.

L'objectif de la stratégie de gestion de la qualité de l'eau du METAP vise à intégrer les questions liées à la qualité de l'eau à la gestion des ressources en eau dans les pays du Mashreq et du Maghreb du METAP en encourageant et en aidant ces pays à poursuivre le processus de prise en considération de leurs défis et problèmes prioritaires en matière de qualité de l'eau dans le cadre d'une approche systématique et coordonnée de gestion de la qualité de l'eau. L'approche générale proposée veille tout d'abord à assurer la coordination et une meilleure gestion à tous les niveaux et ensuite à améliorer et renforcer cette coordination dans le court terme. A long terme, la coordination évoluera dans le sens d'une totale intégration. Les principales étapes du processus sont les suivantes :

1. Assurer la coordination et introduire des interactions entre les cadres de politique, juridique et institutionnel pour ce qui est de la qualité de l'eau. Ceci permettra la coordination et l'alignement des organisations et capacités existantes dans l'optique d'un objectif commun.
2. Poursuivre l'amélioration et le renforcement de la coordination en peaufinant, restructurant ou en développant de nouveaux cadres de politique, juridique et institutionnel et introduire des mesures visant à encourager et faciliter la participation du secteur privé dans la gestion de la qualité de l'eau.
3. Aller dans le sens d'un cadre totalement intégré de politique, juridique, institutionnel et de participation du secteur privé, selon les circonstances.

Dans le contexte de son Plan d'action stratégique, le METAP envisage les actions suivantes :

- Etablir une commission interministérielle pour superviser l'examen et la coordination des politiques relatives à la qualité de l'eau.
- Veiller à ce que le cadre juridique existant soit conforme au cadre de politique afin de faciliter la mise en oeuvre.
- Renforcer la coordination entre les institutions impliquées dans la gestion de la qualité de l'eau et activités connexes.
- Incorporer la gestion des eaux usées à la politique/plans d'action de gestion des ressources en eau.
- Parallèlement au cadre juridique de commandement et de contrôle, adopter des approches innovatrices à la gestion de la qualité de l'eau.
- Créer un environnement juridique et institutionnel propice à la participation du secteur privé à la gestion de la qualité de l'eau.
- Fournir des données et informations pertinentes aux institutions et organisations concernées afin de leur permettre de prendre des décisions et mesures informées.

### **Enveloppes d'assistance technique (AT) du METAP**

Afin de mettre en œuvre la stratégie de gestion de la qualité de l'eau, le METAP développe un ensemble d'enveloppes d'assistance technique qui porteront sur les questions prioritaires d'intérêt pour plusieurs pays et prévoiront des actions prioritaires spécifiques à un pays. Chaque enveloppe d'AT contiendra des directives ainsi qu'un module de formation et de renforcement des capacités. Cinq enveloppes sont prévues :

- Enveloppe 1 - Coordination de politique
- Enveloppe 2 – Coordination juridique et réglementaire
- Enveloppe 3 – Coordination institutionnelle
- Enveloppe 4 - Participation du secteur privé
- Enveloppe 5 – Suivi et diffusion de l'information

A l'aide d'un financement de la Direction suisse du développement et de la coopération, le METAP commencera la préparation de l'enveloppe d'AT à la coordination de la politique et recherchera progressivement du financement additionnel pour les autres enveloppes. La gestion et réalisation du programme de gestion de la qualité de l'eau incomberont à une agence nationale d'un des pays bénéficiaires du METAP agissant en qualité d'organe d'ancrage, comme mentionné ci-dessus, en coopération avec un bureau d'études international spécialisé en gestion de la qualité de l'eau. L'ultime objectif sera d'établir un noyau d'expertise en gestion de la qualité de l'eau dans la région MNA, en mesure d'apporter son appui à d'autres pays.

En septembre 2002, une évaluation de l'organe d'ancrage de gestion de la qualité de l'eau a été réalisée entre les institutions nationales candidates proposées par l'Égypte, la Jordanie et le Maroc et la décision finale sera prise en décembre 2002. Dans le cadre d'un processus d'appel à la concurrence, des consultants internationaux seront sélectionnés par la Banque en vue de développer les directives de l'enveloppe d'AT et la réalisation du programme devrait démarrer en mai 2003.

### Annexe 5: Calendrier des activités (novembre 2002-mars 2003)

Années civiles	2002		2003		
<b>Etape Déterminante</b>	3WWF ↓				
	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
I. Version préliminaire de la Déclaration régionale	→				
II. Ordre du jour final de la Journée régionale	→				
III. Version préliminaire du Plan d'action régional	→				
IV. Version préliminaire du Plan d'action thématique	→				
V. Programme de la Session d'ouverture	→				
VI. Programme de la Session de clôture	→				
VII. Programme des quatre sessions thématiques	→				
VIII. Fournitures pour manifestations parallèles (posters, photos, etc...)	→				